

---

## « La terre est au gouvernement ». Droits fonciers, encadrement bureaucratique et conflictualité politique dans deux périphéries éthiopiennes

Thèse de doctorat (PhD), école doctorale de science politique, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2019, 944 p.

Mehdi Labzaé

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/anthropodev/1097>

DOI : 10.4000/anthropodev.1097

ISSN : 2553-1719

### Éditeur

Presses universitaires de Louvain

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2020

Pagination : 201-203

ISBN : 978-2-39061-078-6

ISSN : 2276-2019

### Référence électronique

Mehdi Labzaé, « « La terre est au gouvernement ». Droits fonciers, encadrement bureaucratique et conflictualité politique dans deux périphéries éthiopiennes », *Anthropologie & développement* [En ligne], 51 | 2020, mis en ligne le 01 décembre 2020, consulté le 17 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/anthropodev/1097> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/anthropodev.1097>

---



La revue *Anthropologie & développement* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

# **« La terre est au gouvernement ». Droits fonciers, encadrement bureaucratique et conflictualité politique dans deux périphéries éthiopiennes**

Mehdi Labzaé<sup>1</sup>

Thèse de doctorat (PhD), école doctorale de science politique,  
université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2019, 944 p.

Comment se déploie le pouvoir dans les périphéries d'un État dit autoritaire ? Cette thèse complète les études de sociogenèse de l'État sur le temps long pour restituer par l'ethnographie les dynamiques contemporaines de formation de l'État. La réflexion est construite sur la base d'un matériau presque essentiellement ethnographique, accumulé au cours des années 2013-2019. L'auteur a passé plus de 26 mois dans les campagnes éthiopiennes, suivant les fonctionnaires responsables de la formalisation des droits fonciers ruraux et de la mise en cadastre des terres de deux régions de l'Ouest éthiopien : le Bénishangul-Gumuz et Gambella. Faisant d'une caractéristique structurelle de l'action publique en Éthiopie (la collaboration intense avec les bailleurs) un atout pour élaborer un dispositif d'enquête empirique, il a pu intégrer l'administration après avoir été recruté temporairement comme *associated social scientist* dans un programme d'enregistrement foncier financé par l'aide publique d'un bailleur européen. C'est ainsi qu'il a pu documenter dans le détail les pratiques des agents de l'État, dans leurs activités de bureau comme dans leurs interactions avec les paysans lors des mesures des parcelles, ou encore dans leurs relations avec les consultants internationaux.

La forme de la thèse reflète cet investissement dans l'enquête ethnographique. Dans un volume dense de 700 pages, complété d'une bibliographie thématique et de plus de 150 pages d'annexes, de nombreux extraits de notes de terrain sont retranscrits et traduits, en prenant garde de restituer les niveaux de langue utilisés, ainsi que les expressions à double sens dont l'amharique est riche. Certains documents de propagande partisane, dont de nombreux inédits, sont retranscrits et traduits. Cette thèse n'apporte pas seulement une réflexion théorique, elle peut aussi servir à l'élaboration d'autres problématisations, grâce à l'important matériau qui y est publié.

---

<sup>1</sup> E-mail : mlabzae@protonmail.com

Quatre questionnements renvoyant à des objets plus ou moins balisés de la science politique sont ainsi articulés dans une problématisation centrale, autour de l'étude de la formalisation des droits fonciers. Le premier renvoie à la formation de l'État en tant que champ du pouvoir comme en tant qu'institution. En distribuant des droits fonciers et en tentant de réguler l'accès aux terres, l'État prend consistance en tant que champ politique en partie autonome. C'est dans ce cadre que sont étudiées la politisation de l'ethnicité et les formes de la violence politique dans les rapports entre groupes cherchant à sécuriser leur accès aux terres. Les programmes contemporains de formalisation des droits fonciers s'inscrivent dans les rapports préalablement noués entre groupes sociaux pour l'accès à la terre, et participent au renouvellement de revendications foncières, parfois sur un mode violent.

Développée dans le détail dans six des onze chapitres, la seconde question abordée est celle de l'exercice du pouvoir par les principales incarnations de l'État : les fonctionnaires. Il s'agit d'étudier l'autoritarisme étatique à travers ses administrations, en appréhendant les fonctionnaires comme les agents qui exercent concrètement le pouvoir d'État et qui incarnent pour les administrés l'État au quotidien. À rebours d'une catégorisation en termes de « type de régime », le texte s'attache à présenter en quoi consiste un exercice autoritaire du pouvoir, en montrant les dispositifs de contrôle visant à assurer la conformité des comportements de la population comme des fonctionnaires. On découvre notamment comment certaines techniques héritées d'un passé marxiste, comme les autocritiques, sont aujourd'hui parfaitement adaptées aux pratiques de management néolibérales.

Le troisième questionnement soulevé est l'extension de mécanismes marchands dans la répartition de la ressource foncière. En des termes plus généraux, il s'agit de saisir depuis le domaine foncier et depuis l'Éthiopie les formes du néolibéralisme, entendu ici dans un sens général comme le renforcement par l'État d'une régulation marchande du foncier. En posant la question des effets des politiques foncières et plus largement économiques orientées vers davantage de régulation marchande, on soulève aussi celle de l'acceptabilité d'un régime qui a longtemps affirmé tirer sa légitimité de sa capacité à assurer le « développement » et la « sortie de la pauvreté », en particulier pour les habitants des zones rurales. La thèse retrace la conversion des élites du parti au pouvoir à l'économie de marché, tout en montrant les effets en termes de possibilités différenciées d'accumulation et de mobilisation politique pour les différents groupes sociaux.

Enfin, le quatrième questionnement renvoie à la légitimation de ce pouvoir d'État, et plus précisément d'une pratique du pouvoir par un parti unique faisant un usage prononcé de la menace et de la contrainte. L'action des partenaires étrangers du régime, incarnés notamment par des projets de développement et les services diplomatiques, est primordiale dans ce travail de légitimation et d'acceptation du régime. Le onzième chapitre, concentré sur l'action des praticiens du développement et leurs relations avec les fonctionnaires, montre comment les projets tentent à la fois de se tenir à l'écart des pratiques les plus autoritaires de leurs collègues éthiopiens tout en investissant dans des stratégies de justification, souvent au nom du développement. Bien qu'ils tentent de se

tenir « à l'écart du politique », les projets mènent aussi un travail de pression au long cours pour pousser le gouvernement à insuffler davantage de régulation marchande dans les politiques foncières.